REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET Nº 76-206 du 6 Septembre 1976

portant agrément de l'Entreprise Bénincise
de Conserve de Produits Alimentaires
(EBECPRAL) au Régime "D" Spécial du Code
des Investissements.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT, CHEF DU GOUVERNEMENT,

WU la Proclamation du 26 Octobre 1972;

Vu le Décret Nº76-26 du 30 Janvier 1976, portant formation du Gouvernement;

Vu le Décret N°76-46 du 19 Février 1976 déterminant les Services rattachés à la Présidence de la République et fixant les attributions des Membres du Gouvernement;

Vu l'ordonnance N°72-1 du 8 Janvier 1972 portant Code des Investissements et l'ordonnance N°72-5 du 14 Février 1972 qui l'a modifiée;

Vu le Décret N°72-7 du 17 Janvier 1972 fixant les modalités d'application des dispositions de l'ordonnance portant Code des Investissements;

SUR Proposition du Ministre chargé du Plan, de la Statistique et de la Coordination des Aides Extérieures,

Après avis de la Commission Technique des Investissements en sa séance du 30 Janvier 1976

Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE:

ARTICLE 1er - L'Entreprise Béninoise de Conserve de Produits Alimentaires (EBECPRAL) est agréée au régime "" Spécial du Code des Investissements pour une durée de cinq (5) ans y compris le délai d'installation à compter de la date de notification du présent décret.

ARTICLE 2 - L'agrément se rapporte essentiellement à la préparation, en boîtes, de sauce de fruits de palme et de purée de feuilles de manioc.

ARTICLE 3 - L'Entreprise Béninoise de Conserve de Produits Alimontaires (EBECPRAL) est tenue d'entreprendre la réalisation des Investissements projetés et qui s'élèvent à 50.000.000 F CFA dans un délai de six (6) mois à compter de la date de notification du présent décret.

ARTICLE 4.— Les exonérations, exemptions, réductions de droits et taxes prévues aux articles 47, 48 et 49 de l'ordonnance N°72-1 du 8 Janvier 1972 sont applicables à l'Entreprise EBECPRAL.

ARTICLE 5.- L'Entreprise EBECPRAL est tenue de se conformer aux dispositions et obligations des articles 44, 45 et 46 de l'ordonnance N°72-1 du 8 Janvier 1972.

ARTICLE 6.- L'Entreprise Béninoise de Conserve de Produits alimentaires est tenue de se conformer aux demandes de vérifications, de contrôles techniques et sanitaires des Services des Douanes, des impôts, de la Direction de l'Emploi, de la Direction de la Planification de l'Etat, de la Direction de l'Industrie et de la Direction de la Santé Publique.

ARTICLE 7.- Le Ministre chargé du Plan, le Ministre de l'Industrio et do l'Artisanat, le Ministre du Commerce et du Tourisme, le Ministre de la Santé Publique, le Ministre des Finances, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Official.-

Fait à COTONOU, lo 6 Septembre 1976

Par le Président de la République, Chef de l'Etat. Chef du Gouvernement,

Mathieu KEREKOU

Le Ministre Délégué auprès du Président de la République, Chargé du Plan, de la Statistique et de la Coordination des Aides Extérioures,

Le Ministre de l'Industrie et de l'Artisanat,

(2)

Barthélémy OHOUENS

François DOSSOU

P/ Le Ministre de la Santé Publique absent, Le Ministre de la Fonction Publique et du Travail chargé de l'intérim,

Le Ministre du Commerce et du Tourisme,

Adolone BIAOU

André ATCHADE

Le Ministre des Finances

Isidore AMOUSSOU

Ampliations: PR 8 CS 6 CNR 4 SGG 4 MIA 4 MF 5 MCT 5 MPSCAE 5 Autres Ministères 10 DI/MIA 4 Impôts 2 D/Douane 2 Trésor 4 Ch. Commerce 4 EBECPRAL 2 SPD 2 DPF INSAE 4 DGAJL 2 IAA-DCCT-IGF-ONEPI-Gde. Chanc 5 JORPB 1.-